



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 avril 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Réunion de haut niveau : examen annuel ministériel**

### **Déclaration soumise par IFENDU pour le développement des femmes, une organisation non-gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2012/100.



## Déclaration

IFENDU pour le développement des femmes estime que la promotion de l'emploi et un travail décent dans tous les domaines sont importants pour éliminer la pauvreté à l'échelle mondiale. Toutefois, les secteurs ruraux de l'économie sont souvent mis de côté en comparaison des secteurs industriels. Le secteur agricole de l'économie est considéré comme étant inefficace et non - durable lorsqu'il s'agit de croissance économique et de l'emploi à une échelle de masse. En conséquence, la pauvreté tend à prévaloir chez les personnes qui dépendent du secteur agricole pour leur source principale de revenus. Bien que les Nations Unies aient décidé de trouver une réponse à la question de la pauvreté, l'attention qui est accordée à la détresse des zones rurales où les femmes sont surreprésentées sur le marché de l'emploi n'est pas suffisante.

Dans ce contexte, IFENDU pour les femmes recommande que les Nations Unies encouragent les pays développés à établir un système de quota qui permettrait aux pays en développement de commercialiser leur production agricole. Ce système favoriserait l'épanouissement tant international que national du secteur agricole et faciliterait la création d'emplois décents et la croissance économique durable. De manière beaucoup plus significative, de meilleures stratégies sont nécessaires pour rendre prospère le secteur agricole. Le système par exemple pourrait davantage se moderniser pour accélérer la production des biens. Les gouvernements pourraient apporter leur soutien en fournissant des équipements et en organisant des formations pour les personnes. Ainsi, un filet de sécurité pourrait être mis en place à l'intention des les travailleurs dans le secteur agricole. Aussi, les Nations Unies devraient-elles encourager les gouvernements à trouver de nouveaux moyens d'améliorer ce secteur afin d'éliminer la pauvreté à l'échelle mondiale au lieu de le négliger. La pauvreté résulte d'un acte délibéré et n'est pas une fatalité et elle peut être éliminée en priorité par l'intervention du gouvernement dans l'économie globale et par le changement des structures économiques actuelles.

---